

*Comité consultatif de l'assurance-chômage.*—1949. 6 déc., M. Jean Marchand, membre du Comité consultatif de l'assurance-chômage, en vertu de l'autorité de la loi de l'assurance-chômage, 1940, à la place de M. Roméo Vallée, démissionnaire.

*Conseil consultatif de la formation professionnelle.*—1949. 22 mars, M. T. D. Anderson, secrétaire général intérimaire de la Légion canadienne: membre, représentant des anciens combattants canadiens, pour la période expirant le 1<sup>er</sup> déc. 1950, à la place de M. J. C. G. Herwig, décédé.

*Diverses nominations.*—1949. 8 mars, M. Jean-Paul Malo, Joliette (P.Q.): commissaire pour enquêter sur les accusations de partialité politique qui peuvent lui être soumises contre les fonctionnaires du gouvernement dans la province de Québec. 15 mars, M. Norman Alexander Robertson, greffier du conseil privé du Roi pour le Canada et secrétaire du cabinet: commissaire, *per dedimus potestatem*, pour recevoir le serment d'allégeance et le serment d'office ainsi que les autres serments qui peuvent être prescrits par la loi. 1<sup>er</sup> avril, l'hon. sir Edward Emerson, juge en chef de la Cour suprême de Terre-Neuve, l'hon. sir Brian Dunfield et l'hon. Henry Anderson Winter, juges de la Cour suprême de Terre-Neuve: commissaires *per dedimus potestatem* pour recevoir le serment d'allégeance et autres serments qui peuvent être prescrits par une loi ou un statut de ladite province. 27 sept., M. Roger Bisson, C.R., Trois-Rivières (P.Q.): commissaire pour enquêter sur les accusations de partialité politique portées contre M. Joseph Paradis, chauffeur-maçon, à l'emploi du ministère des Travaux publics, membre du personnel d'entretien de l'immeuble public à Trois-Rivières (P.Q.), conformément à la partie I de la loi des enquêtes, et pour faire rapport sur le résultat de ces enquêtes.

## Section 2.—Législation fédérale

### Législation de la cinquième session du vingtième Parlement, du 26 janvier 1949 au 30 avril 1949

NOTA.—Le présent classement des lois fédérales est compilé des Statuts. Naturellement, en résumant pareille matière, il n'est pas toujours facile d'indiquer toute la portée de la législation. Le lecteur intéressé à une loi quelconque est donc renvoyé aux Statuts eux-mêmes. Le classement donne les renvois appropriés.

Chapitre et date de la sanction	Synopsis
13 George VI	
<b>Agriculture—</b>	
8 30 mars	<i>Loi modifiant la Loi sur les produits agricoles.</i> La modification maintient les dispositions de la loi sur les produits agricoles jusqu'au 31 mars 1950.
10 30 mars	<i>Loi modifiant la Loi sur l'amélioration du fromage et des fromageries.</i> La modification établit des peines pour contravention aux règlements régissant les allocations accordées pour le fromage classé, comme il est décrété dans la loi sur l'amélioration du fromage et des fromageries.
16 30 avril	<i>Loi sur l'organisation du marché des produits agricoles.</i> permet aux offices provinciaux d'exercer des pouvoirs de réglementation sur la vente des produits agricoles dans les limites de la province et en dehors de la province.
<b>Bien-être—</b>	
17 30 avril	<i>Loi modifiant la Loi de 1944 sur les allocations familiales.</i> La modification réduit de trois ans à un an le nombre d'années de résidence exigé à l'égard d'un enfant bénéficiaire d'une allocation en vertu de la loi; elle abroge aussi la clause conditionnelle qui réduit les montants payables à l'égard d'un cinquième ou autre enfant puiné.
19 30 avril	<i>Loi modifiant la Loi des pensions de vieillesse.</i> La modification porte de \$30 à \$40 le montant dans les limites duquel le gouvernement fédéral peut faire une contribution de 75 p. 100 à la province relativement aux pensions de vieillesse.